

Rapport financier 2010

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Lac-Beauport

Code géographique : 22040

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Richard Labrecque, atteste la véracité du rapport financier

de Lac-Beauport pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-05-03 Signature _____

Dernière modification : 2011-04-06 09:00:01

Réservé au ministère

13 269 623	16 996	7 542 050	,8678
------------	--------	-----------	-------

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Informations sectorielles (1)	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	16
Charges par objets	17
État des résultats	18
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État de la situation financière	20
État des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers	22
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	27
Analyse des charges	28

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la municipalité de Lac-Beauport, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Lac-Beauport au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité de Lac-Beauport inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15, 16, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

DATE 2011-05-05

Dernière modification : 2011-04-06 09:00:01

Réservé au ministère

13 269 623	16 996	7 542 050	0,8678
------------	--------	-----------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-04-06 09:00:01

Réservé au ministère

13 269 623	16 996	7 542 050	0,8678
------------	--------	-----------	--------

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010		Réalizations 2010		Total	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	7 951 590	7 861 096			7 861 096	7 456 451
Paiements tenant lieu de taxes	2	118 790	110 914			110 914	115 022
Quotes-parts	3						
Transferts	4	598 320	334 578			334 578	235 327
Services rendus	5	351 820	393 045			393 045	384 678
Imposition de droits	6	495 150	703 502			703 502	532 686
Amendes et pénalités	7	121 000	99 599			99 599	139 032
Intérêts	8	48 000	84 499			84 499	64 952
Autres revenus	9	20 000	18 349			18 349	59 313
	10	9 704 670	9 605 582			9 605 582	8 987 461
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	100 000	231 580			231 580	431 974
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	213 200	3 022			3 022	1 511
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	313 200	234 602			234 602	433 485
	18	10 017 870	9 840 184			9 840 184	9 420 946
Charges							
Administration générale	19	1 000 350	1 245 329	47 219		1 292 548	1 201 762
Sécurité publique	20	1 714 845	1 438 367	76 035		1 514 402	1 525 546
Transport	21	2 194 770	1 995 189	494 694		2 489 883	2 243 934
Hygiène du milieu	22	1 713 865	1 572 604	268 710		1 841 314	1 592 701
Santé et bien-être	23	21 300	230 280			230 280	81 251
Aménagement, urbanisme et développement	24	647 040	580 830			580 830	663 102
Loisirs et culture	25	1 389 260	1 199 164	183 920		1 383 084	1 274 997
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	473 855	490 847			490 847	448 970
Amortissement des immobilisations	28	999 675	1 070 578	(1 070 578)			
	29	10 154 960	9 823 188			9 823 188	9 032 263
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(137 090)	16 996			16 996	388 683

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		2010		2009
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(137 090)	16 996	388 683
Moins: revenus d'investissement	2 (	313 200 ) (	234 602 ) (	433 485)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(450 290)	(217 606)	(44 802)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	999 675	1 070 578	999 592
Produit de cession	5	20 000	52 897	75 862
(Gain) perte sur cession	6	(20 000)	(5 715)	(35 862)
Réduction de valeur	7			
	8	999 675	1 117 760	1 039 592
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		140 000	
Réduction de valeur	10			
	11		140 000	
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		68 472	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 034 830 ) (	1 053 053 ) (	822 921)
	18	(1 034 830)	(984 581)	(822 921)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	) (	28 375 ) (	129 567)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	131 935	(19 669)	(18 487)
Montant à pourvoir dans le futur	22	(4 790)	(4 789)	(4 789)
Financement des investissements en cours	23	458 300		
	24	585 445	(52 833)	(152 843)
	25	550 290	220 346	63 828
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26	100 000	2 740	19 026

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	313 200	234 602	433 485
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	29 667 ) (	67 575)
Sécurité publique	3 (	16 000 ) (	1 687 830 ) (	878 010)
Transport	4 (	233 300 ) (	166 252 ) (	400 599)
Hygiène du milieu	5 (	)	132 243 ) (	395 645)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))
Loisirs et culture	8 (	231 000 ) (	315 848 ) (	609 612)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	480 300 ) (	2 331 840 ) (	2 351 441)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	)	13 564 ) (	126 436)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	145 100	268 300	5 162 612
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		28 375	129 567
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16	22 000	113 026	4 775
	17	22 000	141 401	134 342
	18	(313 200)	(1 935 703)	2 819 077
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19		(1 701 101)	3 252 562

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	2 160 120	2 290 286	2 139 282
Charges sociales	2	417 900	446 204	409 443
Biens et services	3	5 604 140	4 763 302	4 434 457
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	458 765	475 692	422 684
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	15 090	15 073	14 038
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8		82	12 248
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	499 270	510 193	510 813
Autres	10			
Autres organismes	11		209 408	69 312
Amortissement des immobilisations	12	999 675	1 070 578	999 592
Autres				
-	13		42 370	20 394
-	14			
-	15			
	16	10 154 960	9 823 188	9 032 263

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Revenus				
Taxes	1	7 951 590	7 861 096	7 456 451
Paiements tenant lieu de taxes	2	118 790	110 914	115 022
Quotes-parts	3			
Transferts	4	598 320	566 158	667 301
Services rendus	5	351 820	393 045	384 678
Imposition de droits	6	495 150	703 502	532 686
Amendes et pénalités	7	121 000	99 599	139 032
Intérêts	8	48 000	84 499	64 952
Autres revenus	9	233 200	21 371	60 824
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	9 917 870	9 840 184	9 420 946
Charges				
Administration générale	12	1 066 440	1 292 548	1 201 762
Sécurité publique	13	1 773 220	1 514 402	1 525 546
Transport	14	2 658 443	2 489 883	2 243 934
Hygiène du milieu	15	1 966 053	1 841 314	1 592 701
Santé et bien-être	16	21 300	230 280	81 251
Aménagement, urbanisme et développement	17	647 040	580 830	663 102
Loisirs et culture	18	1 548 609	1 383 084	1 274 997
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	473 855	490 847	448 970
	21	10 154 960	9 823 188	9 032 263
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(237 090)	16 996	388 683
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		13 252 580	12 863 897
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24		47	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		13 252 627	12 863 897
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		13 269 623	13 252 580

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(237 090)	16 996	388 683
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(480 300)	(2 331 840)	(2 351 441)
Produit de cession	3	20 000	52 897	75 862
Amortissement	4	999 675	1 070 578	999 592
(Gain) perte sur cession	5	(20 000)	(5 715)	(35 862)
Réduction de valeur	6			
	7	519 375	(1 214 080)	(1 311 849)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		7 380	69 420
Variation des autres actifs non financiers	10		400	(400)
	11		7 780	69 020
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	282 285	(1 189 304)	(854 146)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(10 785 158)	(9 931 012)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14		45	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(10 785 113)	(9 931 012)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(11 974 417)	(10 785 158)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	453 684	2 406 579
Placements temporaires	2	37 001	23 001
Débiteurs (note 5)	3	1 641 537	1 550 631
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		126 436
	9	<u>2 132 222</u>	<u>4 106 647</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	1 315 246	1 304 424
Revenus reportés (note 11)	13	145 913	148 849
Dette à long terme (note 12)	14	12 645 480	13 438 532
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	<u>14 106 639</u>	<u>14 891 805</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(11 974 417)</u>	<u>(10 785 158)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	25 244 040	24 029 958
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19		
Stocks de fournitures	20		7 380
Autres actifs non financiers (note 15)	21		400
	22	<u>25 244 040</u>	<u>24 037 738</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>13 269 623</u>	<u>13 252 580</u>
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 996	388 683
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 070 578	999 592
Autres			
-	3		
-Gain sur disposition d'actifs	4	(5 715)	(35 862)
	5	1 081 859	1 352 413
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	(90 906)	(152 744)
Autres placements à long terme	8		
Autres actifs financiers	9	126 436	(126 436)
Créditeurs et charges à payer	10	10 822	134 494
Revenus reportés	11	(2 936)	(4 330)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Propriétés destinées à la revente	13		
Stocks de fournitures	14	7 380	69 420
Autres actifs non financiers	15	400	(400)
	16	1 133 055	1 272 417
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(2 331 840)	(2 351 441)
Produit de cession	18	52 897	75 862
	19	(2 278 943)	(2 275 579)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	268 300	5 320 800
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 102 441)	(857 121)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	41 135	(129 582)
Autres			
- arrondissement	27	(1)	
-	28		
	29	(793 007)	4 334 097
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(1 938 895)	3 330 935
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	2 429 580	(901 355)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	32	490 685	2 429 580

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Lac-Beauport est un organisme municipal constitué en vertu du Code municipal du Québec (LRQ. c. C-27.1).

2. Principales méthodes comptables**A) Périmètre comptable**

La municipalité de Lac-Beauport fait partie de la M.R.C. La Jacques-Cartier et de la Communauté métropolitaine de Québec. La municipalité doit acquitter ses quote-parts des dépenses relatives à ces deux organismes selon son niveau de richesse foncière et doit aussi absorber ses quote-parts des dettes contractées par ces deux organismes.

1) MRC de la Jacques Cartier :

Description du mandat et relation avec la Municipalité : Municipalité régionale dont fait partie la Municipalité locale de Lac-Beauport. Les services offerts sont, de façon non limitative, associés à l'évaluation foncière, la géomatique, l'aménagement du territoire, la culture et le patrimoine, le développement économique, la sécurité publique, le schéma de couverture de risque (protection incendie) et la vente d'immeubles en justice.

Description des opérations et valeur des transactions réalisées avec l'organisme :

La municipalité verse différentes quotes-parts à la MRC pour les services offerts soit :

Urbanisme :	146 579\$
Évaluation :	83 515\$
CLD :	54 382\$
Patrimoine :	26 372\$
Protection publique:	2 618\$
Plan de gestion des matières résiduelles:	10 634\$
Transport adapté:	5 850\$
Transport collectif:	28 284\$

Dettes attribuables à la Municipalité : 265 097\$ (276 152\$ en 2009)

Valeur de l'avoir de l'organisme (actif net) attribuable à la Municipalité : 170 860\$ (185 984\$ en 2009)

2) Communauté métropolitaine de Québec (CMQ):

La CMQ a pour mandat d'intervenir dans l'aménagement du territoire, le développement économique et la planification de la gestion des matières résiduelles. En 2009, la municipalité a versé les quote-parts suivantes:

Gestion du territoire:	31 788\$
Plan de gestion des matières résiduelles:	1 184\$

La CMQ n'a aucune dette.

3) Ville de Québec

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

La ville de Québec a pour mandat de gérer l'épuration des eaux usées de la municipalité de Lac-Beauport par le biais d'une entente contractuelle. En 2010, la municipalité a versé à la ville de Québec une quote-part de 75 000\$ (72 000\$ en 2009)

B) Comptabilité d'exercice

Base de présentation

Les états financiers de la municipalité de Lac-Beauport sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci après les "normes comptables").

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers, conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité de Lac-Beauport doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de transferts sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

C) Stocks

Les stocks de sable/sel et sel sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sortie.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 ans
Machineries lourdes	10 et 20 ans
Ameublement de bureau	10 ans
Machinerie et outillage	10 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

G) Montant à pourvoir dans le futur

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

H) Autres éléments

Placements et prêts

Les placements temporaires, constitués de dépôts à terme et autres titres, sont présentés au coût ou à la juste valeur, selon le moins élevé des deux.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

Frais reportés liés à la dette à long terme/B>

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	453 684	2 406 579
Placements temporaires	2	37 001	23 001
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	539 578	410 210
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	922 369	795 138
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	83 914	86 530
Organismes municipaux	8		
Autres			
-	9	95 676	258 753
-	10		
	11	1 641 537	1 550 631
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	325 521	374 695
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	325 521	374 695
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		30 000
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	129 907
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32	20 068
	33	149 975
		128 238
		9 613
		137 851

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	126 436
Autres	35	
	36	126 436

Note

10. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	823 198	876 014
Salaires et avantages sociaux	38	193 927	205 391
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
-	42	298 121	223 019
-	43		
-	44		
-	45		
-	46		
	47	1 315 246	1 304 424

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	3 934	7 311
Transferts	49		
Autres			
- Subvention	50	90 188	110 919
- Recettes perçues d'avance	51	51 791	30 619
	52	145 913	148 849

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

						2010	2009
12. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,42	4,64	2011	2030	53	12 743 700	13 524 559
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55		
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres	6,60	6,66	2011	2013	58	33 163	86 491
					59	12 776 863	13 611 050
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(131 383)	(172 518)
					61	12 645 480	13 438 532

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2010</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2011	62	70	1 312 000	78	87	28 827	95	1 340 827
2012	63	71	1 055 900	79	88	4 336	96	1 060 236
2013	64	72	1 063 100	80	89		97	1 063 100
2014	65	73	1 054 400	81	90		98	1 054 400
2015	66	74	752 000	82	91		99	752 000
2016 et +	67	75	7 506 300	83	92		100	7 506 300
	68	76	12 743 700	84	93	33 163	101	12 776 863
Intérêts et frais accessoires				85	()		102	()
	69	77	12 743 700	86	94	33 163	103	12 776 863

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	4 643 333	132	159	85 594 186
Eaux usées	105	4 646 983	133	160	187
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	14 777 754	134	161	188
Autres	107	2 639 360	135	41 618	162
Réseau d'électricité	108		136	163	190
Bâtiments	109	4 958 527	137	1 669 734	164
Améliorations locatives	110		138	165	192
Véhicules	111	916 635	139	166	193
Ameublement et équipement de bureau	112	490 457	140	167	194
Machinerie, outillage et équipement divers	113	1 564 432	141	168	195
Terrains	114	1 218 795	142	169	196
Autres	115		143	170	197
	116	<u>35 856 276</u>	144	<u>2 323 101</u>	171
				<u>(749 132)</u>	198
Immobilisations en cours	117	<u>871 520</u>	145	<u>8 739</u>	172
	118	<u>36 727 796</u>	146	<u>2 331 840</u>	173
				<u>122 388</u>	200
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	1 330 846	147	174	201
Eaux usées	120	2 196 010	148	175	202
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	6 463 326	149	176	203
Autres	122		150	177	204
Réseau d'électricité	123		151	178	205
Bâtiments	124	1 327 472	152	179	206
Améliorations locatives	125		153	180	207
Véhicules	126	396 769	154	181	208
Ameublement et équipement de bureau	127	411 507	155	182	209
Machinerie, outillage et équipement divers	128	571 908	156	183	210
Autres	129		157	184	211
	130	<u>12 697 838</u>	158	<u>1 070 578</u>	185
				<u>75 208</u>	212
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>24 029 958</u>			213
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	214		217	219	221
Amortissement cumulé	215	()	218	()	220
Valeur comptable nette	216				222
					223

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	224	126 436
Immeubles industriels municipaux	225	
Autres	226	
	227	126 436
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228	126 436
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	

Note**15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	230	
Frais reportés		
-	231	400
-	232	
	233	400

Note**16. Engagements contractuels**

La municipalité s'est engagée en vertu de contrats échéant à différentes dates jusqu'en 2015, à verser une somme totale de 9 414 047\$. De ce montant, 6 161 848\$ a trait au contrat de déneigement des chemins et 2 666 694\$ a trait aux contrats de cueillette et de transport des ordures et des matières résiduelles. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les cinq prochains exercices s'élèvent à :

2011	2012	2013	2014	2015
2 180 123	1 897 964	1 871 688	1 882 604	1 581 668

17. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

Au 31 décembre 2010, une poursuite est en cours contre la Municipalité de Lac-Beauport. En 2005, une requête a été instituée par Corporation Cape Investissement dans le cadre de la construction d'un bâtiment d'entreposage. La municipalité négocie avec le requérant. Le dossier est inactif.

Un propriétaire a adressé à la municipalité une réclamation de 476 000\$ suite à une acquisition par expropriation des empiètements nécessaires pour municipaliser les chemins. La municipalité a déposé une offre détaillée d'un montant de 752\$ pour trouble et ennui.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Le procès a débuté le 24 janvier 2011 et se poursuivra le 24 mai 2011.

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

Le solde de la dette de 2009 a été redressé de 47\$.

19. Données budgétaires

États financiers non consolidés

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

20. Fonds de roulement

La Municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est établi à 400 000\$. Le remboursement en capital à effectuer au cours des dix prochains exercices se fera à même les activités financières de fonctionnement.

21. Placements temporaires

Les placements temporaires sont composés de dépôts à terme portant intérêt à des taux variant de 2,0% à 3,2%, et échéant à différentes dates jusqu'en janvier 2015.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	104 266	351 526
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	542 628	267 910
Montant à pourvoir dans le futur	3 (	10 596 ) (	15 385)
Financement des investissements en cours	4	(90 854)	1 728 323
Investissement net dans les éléments à long terme	5	12 724 179	10 920 206
	6	13 269 623	13 252 580

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté			
-	7		
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14		
Réserves financières			
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	21	248 100	98 167
Fonds parcs et terrains de jeux	22	106 222	93 588
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23		
Société québécoise d'assainissement des eaux	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25	187 296	75 145
Fonds d'amortissement	26		
Financement des activités de fonctionnement	27		
Autres			
-	28	1 010	1 010
-	29		
-	30		
-	31		
	32	542 628	267 910
	33	542 628	267 910

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	35 (10 596) ()	(15 385)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 () ()	()
Régimes non capitalisés	37 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 () ()	()
Autres	39 () ()	()
Régimes non capitalisés	40 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () ()	()
Autres		
-	42 () ()	()
-	43 () ()	()
	44 (10 596) ()	(15 385)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45 178 848	1 831 189
Investissements à financer	46 (269 702) ()	(102 866)
	47 (90 854)	1 728 323
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48 25 244 040	24 029 958
Propriétés destinées à la revente	49	126 436
Prêts	50	
Placements à titre d'investissement	51	
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53 25 244 040	24 156 394
Éléments de passif		
Dette à long terme	54 12 645 480	13 438 532
Frais reportés liés à la dette à long terme	55 131 383	172 518
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 (325 521) ()	(374 695)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 ((47)) ()	(167)
	58 12 451 389	13 236 188
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59 68 472	
	60 12 519 861	13 236 188
	61 12 724 179	10 920 206

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	_____
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)
	68	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76	
Charge de l'exercice	77	

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

Il s'agit d'un régime de retraite simplifié à cotisations déterminées offert aux employés réguliers. L'employeur cotise un maximum de 8% (requis pour une cotisation au maximum de l'employeur), l'employé peut ajouter des cotisations dites additionnelles.

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 <u>129 907</u>	<u>128 238</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2010	2009
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2010	2009
Cotisations des élus au RREM 95	5 350	2 360
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	18 031	7 955
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	2 037	1 658
98	20 068	9 613

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	12 776 863
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	269 702
Activités de fonctionnement à financer	3	68 472
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	325 521
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	178 848
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	12 610 668
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	265 097
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	12 875 765
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	12 875 765
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 571 200	3 545 139	3 443 535
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	187 500	186 029	
Activités de fonctionnement	3	1 581 900	1 571 151	1 547 190
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	7 500	7 683	9 562
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	5 348 100	5 310 002	5 000 287
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	249 000	246 318	278 687
Égout	11	181 000	179 449	174 257
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	631 600	622 488	510 223
Autres				
-Déneigement	14	853 900	853 852	834 499
-Éclairage des chemins	15	40 640	6 232	7 975
-Vidanges des fosses septiques	16	160 000	164 665	169 581
Centres d'urgence 9-1-1	17	22 300	19 196	
Service de la dette	18	455 880	449 724	454 442
Activités de fonctionnement	19	9 170	9 170	26 500
Activités d'investissement	20			
	21	2 603 490	2 551 094	2 456 164
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	2 603 490	2 551 094	2 456 164
	26	7 951 590	7 861 096	7 456 451

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	47 927	49 659	48 448
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	2 073	1 631	2 090
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	50 000	51 290	50 538
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	49 000	39 219	46 227
	35	49 000	39 219	46 227
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	99 000	90 509	96 765
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	19 790	20 405	18 257
	51	19 790	20 405	18 257
	52	118 790	110 914	115 022

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54	143 500		
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56	6 500	4 900	
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58		15 000	
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69		10 787	7 011
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71		10 787	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	140 800	84 743	91 546
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	30 000		600
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	115 090	29 786	18 841
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	20 430	20 731	19 629
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	456 320	176 734	137 627

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS (suite)	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	121 545	285 297
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110	31 229	103 823
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	100 000	78 806
Activités culturelles			42 854
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	100 000	231 580
			431 974

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	142 000	157 844	97 700
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			
	139	142 000	157 844	97 700
TOTAL DES TRANSFERTS	140	698 320	566 158	667 301

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151	8 450	15 400
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155	8 450	15 400
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160	2 500	3 578
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161	2 500	1 080
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164	578	
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168	7 170	5 578
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité			
	181		
	182	15 620	20 058

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	13 000	16 199	13 148
Sécurité publique	184	3 000	6 460	3 066
Transport				
Réseau routier	185	5 000	8 515	8 970
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	3 300	6 364	5 913
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193			
Loisirs et culture	194	311 900	340 929	333 523
Réseau d'électricité	195			
	196	336 200	378 467	364 620
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	351 820	393 045	384 678
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	75 150	82 777	65 588
Droits de mutation immobilière	199	420 000	620 725	467 098
Droits sur les carrières et sablières	200			
Autres	201			
	202	495 150	703 502	532 686
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	121 000	99 599	139 032
INTÉRÊTS	204	48 000	84 499	64 952
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205	20 000	5 715	35 862
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	213 200	3 022	1 511
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211		12 634	23 451
	212	233 200	21 371	60 824

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations 2010		Total	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	114 200	185 951		185 951	93 216
Application de la loi	2	95 000	179 182		179 182	188 199
Gestion financière et administrative	3	398 600	393 270	47 219	440 489	422 215
Greffe	4	202 000	221 497		221 497	236 621
Évaluation	5	72 500	84 523		84 523	122 801
Gestion du personnel	6	15 000	59 561		59 561	9 629
Autres	7	103 050	121 345		121 345	129 081
	8	1 000 350	1 245 329	47 219	1 292 548	1 201 762
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 359 000	1 106 534		1 106 534	1 139 015
Sécurité incendie	10	286 170	289 539	75 720	365 259	347 384
Sécurité civile	11	19 875	8 902		8 902	6 428
Autres	12	49 800	33 392	315	33 707	32 719
	13	1 714 845	1 438 367	76 035	1 514 402	1 525 546
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 172 470	1 040 952	478 528	1 519 480	1 313 075
Enlèvement de la neige	15	869 130	843 835	7 101	850 936	827 587
Éclairage des rues	16	69 230	36 174	9 065	45 239	43 770
Circulation et stationnement	17	49 800	40 094		40 094	45 921
Transport collectif						
Transport en commun	18	34 140	34 134		34 134	13 581
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	2 194 770	1 995 189	494 694	2 489 883	2 243 934

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Budget 2010		Réalizations 2010		Total	Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	134 260	145 947	8 321	154 268	164 524
Réseau de distribution de l'eau potable	24	128 810	122 871	123 713	246 584	217 951
Traitement des eaux usées	25	72 000	75 000		75 000	72 000
Réseaux d'égout	26	119 930	99 739	118 536	218 275	197 960
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	169 000	205 240		205 240	151 160
Élimination	28	146 000	138 920		138 920	199 885
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	308 200	305 875	17 157	323 032	72 487
Tri et conditionnement	30	73 500	3 108		3 108	52 644
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	48 100	37 575		37 575	48 827
Autres	34					
Plan de gestion	35	11 830	11 818		11 818	10 956
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	364 435	264 039	983	265 022	250 895
Autres	39	137 800	162 472		162 472	153 412
	40	1 713 865	1 572 604	268 710	1 841 314	1 592 701
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41		208 472		208 472	
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	21 300	21 808		21 808	81 251
	44	21 300	230 280		230 280	81 251
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	490 420	425 866		425 866	524 086
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	25 000	26 372		26 372	21 961
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	91 060	86 170		86 170	86 957
Tourisme	49	40 560	42 422		42 422	30 098
Autres	50					
Autres	51					
	52	647 040	580 830		580 830	663 102

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Budget 2010		Réalisations 2010		Réalisations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	100 180	106 896	31 075	137 971	122 905
Patinoires intérieures et extérieures	54	70 260	70 190	9 537	79 727	77 179
Piscines, plages et ports de plaisance	55	172 000	157 671	11 751	169 422	153 811
Parcs et terrains de jeux	56	416 540	222 007	57 420	279 427	244 733
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	279 250	282 326	53 158	335 484	304 947
	60	1 038 230	839 090	162 941	1 002 031	903 575
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	92 320	90 194	19 956	110 150	109 507
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	258 710	269 880	1 023	270 903	261 915
	66	351 030	360 074	20 979	381 053	371 422
	67	1 389 260	1 199 164	183 920	1 383 084	1 274 997
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	473 855	490 765		490 765	436 722
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72		82		82	12 248
	73	473 855	490 847		490 847	448 970
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	999 675	1 070 578	(1 070 578)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes	32
Revenus admissibles	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	36
Acquisition d'immobilisations d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme	37
Analyse de la charge de quotes-parts	38
Analyse de la rémunération	39
Analyse de l'activité « Eau et égout »	39
Analyse du coût des services municipaux	40
Acquisition d'immobilisations par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	42
Fonds de roulement - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la municipalité de Lac-Beauport (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

DATE 2011-05-05

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-06 09:00:01

Dernière modification : 2011-04-06 09:00:01

Réservé au ministère

13 269 623	16 996	7 542 050	0,8678
------------	--------	-----------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	7 861 096
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	_____
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	_____
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	_____
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	_____
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	_____
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	_____
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	_____
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	_____
	10	_____
Revenus de taxes	11	7 861 096

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	7 861 096
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>7 861 096</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires			5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM			6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		299 850	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		19 196	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation			9	<u> </u>
			10	<u>319 046</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>7 542 050</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1	<u>861 089 630</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2	<u>877 012 460</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>869 051 045</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>7 542 050</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>869 051 045</u>
Taux global de taxation réel de 2010	6	[] [] , [8 | 6 | 7 | 8] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		322 417
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		70 505
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	233 300	10 968
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Système d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	100 000	455 673
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	1 669 736	928 068
Édifices communautaires et récréatifs	14	125 000	8 739
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	166 252	
Ameublement et équipement de bureau	18	29 667	2 872
Machinerie, outillage et équipement divers	19	22 000	155 316
Terrains	20	260 512	126 436
Autres	21		
	22	480 300	2 331 840
			2 351 441

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23		322 417
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		70 505
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	27		
Usines de traitement de l'eau potable	28		
Usines et bassins d'épuration	29		
Conduites d'égout	30		
	31		392 922

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	13 524 559	24	268 300	47	1 049 159	70	12 743 700
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25		48		71	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec								
et ses entreprises	3		26		49		72	
Organismes municipaux	4		27		50		73	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		28		51		74	
Autres	6	86 491	29		52	53 328	75	33 163
	7	13 611 050	30	268 300	53	1 102 487	76	12 776 863
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		31		54		77	
Réserves financières et fonds réservés	9		32		55		78	
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	3 715 290	33	189 600	56	295 392	79	3 609 498
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	9 521 065	34	78 700	57	757 921	80	8 841 844
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		35		58		81	
	13	13 236 355	36	268 300	59	1 053 313	82	12 451 342
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	374 695	37		60	49 174	83	325 521
Organismes municipaux	15		38		61		84	
Autres tiers	16		39		62		85	
Autres	17		40		63		86	
	18	374 695	41		64	49 174	87	325 521
Prêts	19		42		65		88	
	20	374 695	43		66	49 174	89	325 521
	21	13 611 050	44	268 300	67	1 102 487	90	12 776 863
<i>Déduire</i>								
Dette en cours de refinancement	22		45		68		91	
	23	13 611 050	46	268 300	69	1 102 487	92	12 776 863

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale				
Application de la loi	1	35 000	31 086	30 559
Évaluation	2	69 500	83 516	121 298
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6	4 400	2 618	4 213
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	34 140	34 134	13 581
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	72 000	75 000	72 000
Matières résiduelles	12	10 640	11 818	10 956
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	1 190		
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	143 740	146 579	132 888
Rénovation urbaine	19	25 000	26 372	21 961
Promotion et développement économique	20	91 060	86 170	86 957
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	8 850	11 400	9 150
Activités culturelles	23	3 750	1 500	7 250
Réseau d'électricité				
	24			
	25	499 270	510 193	510 813

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Effectifs personnes/ année ²		Semaine normale (heures)		Rémunération		Charges sociales		Total ¹
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	5,00	11	35	18	426 054	28	84 444	38	510 498
Professionnels	2		12		19		29		39	
Cols blancs	3	21,00	13	35	20	840 369	30	168 951	40	1 009 320
Cols bleus	4	14,00	14	40	21	727 682	31	152 333	41	880 015
Policiers	5		15		22		32		42	
Pompiers	6	3,00	16	40	23	168 682	33	14 721	43	183 403
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
	8	43,00			25	2 162 787	35	420 449	45	2 583 236
Élus	9	7,00			26	127 499	36	25 755	46	153 254
	10	50,00			27	2 290 286	37	446 204	47	2 736 490

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT »
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert		
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52	56
Réseau de distribution de l'eau potable	49	53	57
Traitement des eaux usées	50	54	58
Réseaux d'égout	51	55	59

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	179 182	27		53	179 182	79		105	179 182	131	
Évaluation	2	84 523	28		54	84 523	80		106	84 523	132	
Autres	3	981 624	29	47 219	55	1 028 843	81	16 199	107	1 012 644	133	26 096
	4	1 245 329	30	47 219	56	1 292 548	82	16 199	108	1 276 349	134	26 096
Sécurité publique												
Police	5	1 106 534	31		57	1 106 534	83		109	1 106 534	135	
Sécurité incendie	6	289 539	32	75 720	58	365 259	84	3 235	110	362 024	136	98 233
Sécurité civile	7	8 902	33		59	8 902	85		111	8 902	137	
Autres	8	33 392	34	315	60	33 707	86	3 226	112	30 481	138	
	9	1 438 367	35	76 035	61	1 514 402	87	6 461	113	1 507 941	139	98 233
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	1 040 952	36	478 528	62	1 519 480	88	8 515	114	1 510 965	140	165 044
Enlèvement de la neige	11	843 835	37	7 101	63	850 936	89	9 000	115	841 936	141	110
Autres	12	76 268	38	9 065	64	85 333	90		116	85 333	142	
Transport collectif	13	34 134	39		65	34 134	91		117	34 134	143	
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	1 995 189	41	494 694	67	2 489 883	93	17 515	119	2 472 368	145	165 154
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	145 947	42	8 321	68	154 268	94		120	154 268	146	21 850
Réseau de distribution de l'eau potable	17	122 871	43	123 713	69	246 584	95	5 499	121	241 085	147	40 030
Traitement des eaux usées	18	75 000	44		70	75 000	96		122	75 000	148	
Réseaux d'égout	19	99 739	45	118 536	71	218 275	97		123	218 275	149	31 581
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	344 160	46		72	344 160	98	2 789	124	341 371	150	
Matières recyclables	21	346 558	47	17 157	73	363 715	99	3 086	125	360 629	151	1 410
Autres	22	11 818	48		74	11 818	100	456	126	11 362	152	
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153	
Protection de l'environnement	24	264 039	50	983	76	265 022	102	113	128	264 909	154	542
Autres	25	162 472	51		77	162 472	103		129	162 472	155	
	26	1 572 604	52	268 710	78	1 841 314	104	11 943	130	1 829 371	156	95 413

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	208 472	172	187	208 472	202	217	208 472	232	11 116		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233			
Autres	159	21 808	174	189	21 808	204	219	21 808	234			
	160	230 280	175	190	230 280	205	220	230 280	235	11 116		
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	425 866	176	191	425 866	206	221	425 866	236			
Rénovation urbaine	162	26 372	177	192	26 372	207	222	26 372	237			
Promotion et développement économique	163	128 592	178	193	128 592	208	223	128 592	238			
Autres	164		179	194		209	224		239			
	165	580 830	180	195	580 830	210	225	580 830	240			
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	839 090	181	196	1 002 031	211	226	705 059	241	89 300		
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	90 194	182	197	110 150	212	30	110 120	242	5 535		
Autres	168	269 880	183	198	270 903	213	43 925	226 978	243			
	169	1 199 164	184	199	1 383 084	214	340 927	1 042 157	244	94 835		
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245			
	171	8 261 763	186	201	1 070 578	216	393 045	8 939 296	246	490 847		

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 331 840	2 351 441
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 331 840	2 351 441

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	351 526	332 500
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	351 526	332 500
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	2 740	19 026
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	(250 000)	
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	(247 260)	19 026
Solde à la fin de l'exercice	11	104 266	351 526
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	267 910	179 055
Redressement aux exercices antérieurs	13		(2)
Solde redressé au début de l'exercice	14	267 910	179 053
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	19 669	18 487
Activités d'investissement	16	(113 026)	(4 775)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	250 000	
Financement des investissements en cours	18	118 075	75 145
	19	274 718	88 857
Solde à la fin de l'exercice	20	542 628	267 910

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Montant à pourvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	21 (15 385)	(20 174)
Redressement aux exercices antérieurs	22	
Solde redressé au début de l'exercice	23 (15 385)	(20 174)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	24 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 ()	()
Autres	26 ()	()
Régimes non capitalisés	27 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	28 ()	()
	29 ()	()
	30 ()	()
Diminution de l'exercice	31 4 789	4 789
	32 4 789	4 789
Solde à la fin de l'exercice	33 (10 596)	(15 385)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	34 1 728 323	(1 449 094)
Redressement aux exercices antérieurs	35 (1)	
Solde redressé au début de l'exercice	36 1 728 322	(1 449 094)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37 (1 701 101)	3 252 562
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39	
	40 (118 075)	(75 145)
	41 (1 819 176)	3 177 417
Solde à la fin de l'exercice	42 (90 854)	1 728 323
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	43 10 920 206	13 821 610
Redressement aux exercices antérieurs	44	
Solde redressé au début de l'exercice	45 10 920 206	13 821 610
Variation de l'exercice	46 1 803 973	(2 901 404)
Solde à la fin de l'exercice	47 12 724 179	10 920 206

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>150 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>10-02-115-08</u>	2 250 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>400 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>400 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre				
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement							
Montant non réservé	1	2	3	4	118 075	5	6	7	118 075		
Montant réservé pour le service de la dette	8	75 145	9	10	(5 924)	11	12	13	14	69 221	
	15	75 145	16	17	(5 924)	18	118 075	19	20	21	187 296

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Taxes sur la valeur foncière**Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[] [] , [] [] [] [] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[] [0] , [3] [6] [6] [4] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[] [] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[] [1] , [7] [8] [8] [0] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[] [] , [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[] [0] , [7] [3] [2] [8] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[] [] , [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[] [0] , [0] [2] [1] [4] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] [] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] [] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] [] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] [] , [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] [] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] [] , [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[] [0] , [1] [8] [0] [6] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] [] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] [] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] [] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] [] , [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] [] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] [] , [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] [] , [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] [] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] [] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] [] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] [] , [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] [] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] [] , [] [] [] [] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	|2|0|3| , |0|0|	\$
Égout	2	|1|5|4| , |0|0|	\$
Eau et égout	3	| | | | , | | | |	\$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | |	\$
Matières résiduelles	5	|1|9|4| , |0|0|	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Matières résiduelles (villégiature)	180,0000	4	par bâtiment imposable
Matières résiduelles (places d'affaire)		4	648\$ à 10 829\$
Enlèvement de la neige	274,0000	4	
Déneigement ch. de l'Éperon	63,0000	4	
Entretien réseau sanitaire (pl.affaire)		4	154\$ à 7 733\$
Entretien réseau aqueduc (pl.affaire)		4	203\$ à 10 180\$
Dettes aqueduc	230,0000	4	
Dettes aqueduc (pl.affaire)		4	230\$ à 11 377\$
Dettes réseau d'égout sanitaire	,0022	1	
Secteur règl.454 Montagnard	220,0000	4	
Éclairage Godendard	57,0000	4	
Éclairage Le Dôme	90,0000	4	
Éclairage Les Fougeroles	5,0000	4	
Éclairage Les Mélèzes	90,0000	4	
Secteur règl.99-0400-06 Orée/Chaumières	902,0000	4	
Secteur règl. 2-110 Vallée	483,0000	4	
Secteur règl. 7-170 Grillons	313,0000	4	
Secteur règl. 2-111 réfection barr.l.Bea	41,0000	4	
Secteur règl.3-120 Canton (A)	145,0000	4	
Secteur règl.3-120 Canton (B)	325,0000	4	
Secteur règl.4-131 Brûlé Fenièrre	116,0000	4	232\$ si deux services
Secteur règl.4-135 Tournée	136,0000	4	
Secteur règl.4-136 Éperon	285,0000	4	
Secteur règl.5-143 Fenièrre	390,0000	4	
Secteur règl.5-144 Godendard	489,0000	4	
Secteur règl.5-146 Sous-Bois	604,0000	4	
Secteur règl.5-147 Lac-Tourbillon	542,0000	4	
Éclairage St-Castin	20,0000	4	
Dermatite	75,0000	4	Im.non résidentiel 310\$
Secteur règl.7-169 God.Herm.Cognée	610,0000	4	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Secteur règl.9-201 Terrasse du Domaine	110,0000	4	
Secteur règl.9-189 Montagnard	700,0000	4	
Compensation (art.205 LFM)	,5000	1	
Financement des services 911		4	selon le taux du gvt

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	200	20 <input type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 65, chemin du Tour-du-Lac
 (no) (rue)
Lac-Beauport G3B 0A1
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 849-7141
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 849-0361
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel jblais@lacbeauport.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Richard Labrecques

Téléphone (418) 849-7141
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 849-0361
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel rlabrecques@lacbeauport.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom RAYMOND, CHABOT, GRANT, THORNTON

Titre COMPTABLES AGRÉÉS

Adresse 140, Grande-Allée Est. bureau 200
 (no) (rue)
Québec G1R 5P7
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 647-3151
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 647-5939
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel gauvin.claude@rcgt.com

Responsable du dossier Claude Gauvin

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)
 _____ (Municipalité) _____ (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1
2
3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2012 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-06 09:00:01

Dernière modification : 2011-04-06 09:00:01

Réservé au ministère

13 269 623	16 996	7 542 050	0,8678
------------	--------	-----------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier
 (Nom)
 de Lac-Beauport pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 16 996 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 7 542 050 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-06 09:00:01

Dernière modification : 2011-04-06 09:00:01

Réservé au ministère

13 269 623	16 996	7 542 050	0,8678
------------	--------	-----------	--------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)